



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 05 juin 2025

La consommation privée a baissé de 0,6 % g.a. au T1 2025, enregistrant une contraction au cours d'un premier trimestre pour la première fois depuis 2021.

LE CHIFFRE A
RETENIR

-0,6%

Variation de la
consommation privée
en g.a. au T1 2025

La chute des dépenses de consommation des ménages résulte de la contraction de 5,2 % de la consommation de biens d'origine importée, qui n'a pas été compensée par la hausse de 0,6 % de la consommation de biens et services d'origine nationale, selon les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

La contraction de la consommation privée au T1 2025 s'explique notamment par le ralentissement du marché du travail, avec une création d'emplois formels qui a chuté de 14,4 % g.a., selon les données de l'Institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS).

La prudence accrue à l'égard de l'environnement mondial et en particulier du changement d'orientation de la politique commerciale des États-Unis, pèse également sur le dynamisme de la consommation.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) a revu à la hausse ses prévisions de croissance de l'économie mexicaine pour 2025 et 2026, prévoyant désormais des taux de 0,4 % et de 1,1 % respectivement. Selon l'OCDE, l'économie mexicaine pourrait échapper à la récession grâce à la résilience de la consommation, soutenue par un faible taux de chômage et une baisse de l'inflation. L'organisation considère en outre qu'il pourrait y avoir une réduction de l'incertitude commerciale en cas de renégociation rapide de l'accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC) et prévoit une reprise de l'investissement privé, soutenue par la réduction progressive des taux d'intérêt. L'investissement public devrait quant à lui rester modéré grâce aux efforts du gouvernement visant à réduire le déficit budgétaire, qui devrait, selon l'OCDE, clôturer l'année à 3,5 % du PIB, soit un niveau bien meilleur que celui estimé par le gouvernement (entre 3,9 et 4,0 % du PIB). Pour rappel, en mars dernier, l'OCDE avait estimé qu'en cas d'application de droits de douane généralisés de 25 % par les Etats-Unis, l'économie mexicaine enregistrait une contraction de -1,3 % en 2025 et de -0,6 % en 2026. A l'exception du FMI qui prévoyait en avril dernier une contraction de -0,3 % du PIB mexicain pour 2025, les différentes estimations tablent sur une croissance positive. La semaine dernière, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a publié sa nouvelle prévision de croissance qui s'élève à 0,1 %, une estimation partagée par le consensus de marché mesuré par la dernière enquête de Citi. L'OCDE prévoit par ailleurs que l'inflation enregistrera une variation de 3,4 % g.a. fin 2025 et de 3,2 % g.a. fin 2026, ce qui signifie que même dans un scénario de stagnation de l'économie, l'organisation ne s'attend pas à ce que l'objectif d'inflation de 3 % soit atteint au T3 2026, comme le prévoit Banxico. L'OCDE avertit cependant dans son rapport que « *compte tenu de la forte exposition du pays au marché américain, les attentes en matière de croissance et d'inflation restent incertaines* ».

Les envois de fonds (remesas) se seraient élevés à 4,76 Mds USD en avril, chutant de 12 % g.a., ce qui représente la plus forte réduction pour un mois donné depuis 2012. Les envois de fonds ont baissé en rythme annuel au cours de deux des quatre premiers mois de l'année 2025, en février avec une légère contraction de -0,8 % g.a. et en avril avec une contraction beaucoup plus marquée. En rythme mensuel, les remesas ont chuté de 7,4 % en avril, après un rebond important enregistré en mars lorsque les envois de fonds ont à nouveau dépassé les 5 Mds USD. Selon les analystes, plusieurs facteurs pourraient expliquer cette baisse, à savoir (i) le durcissement des politiques migratoires aux Etats-Unis susceptibles de modifier le comportement de travail et d'envoi de fonds des migrants illégaux, (ii) la détérioration du marché du travail et de la confiance des consommateurs aux Etats-Unis et (iii) la dépréciation du dollar. Il convient également de noter que la saisonnalité a été défavorable, la période de Pâques ayant une incidence négative sur les envois de fonds. La proposition d'imposer une taxe de 3,5 % sur les envois de fonds vers l'étranger depuis les Etats-Unis, actuellement étudiée par le Sénat américain, risque par ailleurs d'avoir un impact sur la dynamique d'envoi de fonds.

En réponse à cette imposition, certains flux pourraient éviter les canaux financiers traditionnels pris en compte par les statistiques officielles, bien qu'à court terme, les envois de fonds pourraient être stimulés, les expéditeurs anticipant les transferts en prévision d'un éventuel changement de régime. D'après une étude du Center for Global Development, le Mexique serait le pays le plus touché par cette taxe de 3,5 % sur les envois de fonds, avec une baisse prévue de 2,6 Mds USD par an. Entre janvier et avril de cette année, le Mexique a reçu 19,15 Mds USD d'envois de fonds d'après la Banque centrale (Banxico), soit une baisse annuelle de 2,5 % et la première baisse sur quatre mois depuis 2013. A court terme, les analyses anticipent une forte volatilité des envois de fonds dans un environnement défavorable.

La participation des salaires au PIB national aurait atteint en 2024 sa part la plus importante depuis 40 ans, à 31,8 % contre 26,7 % en 2018. L'augmentation de la part des salaires dans le PIB reflèterait l'amélioration des revenus des travailleurs, et en particulier le dynamisme provoqué par l'augmentation du salaire minimum au cours du mandat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), qui a été poursuivie cette année par le gouvernement de Claudia Sheinbaum. Le salaire minimum a enregistré une augmentation totale de 215 % entre 2018 et 2025, passant de 88,40 MXN à 278,80 MXN par jour. Ces chiffres témoignent également d'une meilleure répartition des richesses entre les travailleurs et les entreprises, dont la part des bénéfices dans le PIB a représenté 39,8 % du PIB en 2024. Pour rappel, au cours des dernières décennies, la part des salaires a diminué parallèlement à l'augmentation de la part des bénéfices des entreprises, conséquence des réformes de libéralisation économique qui ont commencé dans les années 1980. Les données de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI) montrent qu'au milieu des années 1970, les salaires des travailleurs représentaient 40,6 % du PIB, avant que cette part ne chute à 31 % au milieu des années 1980 et se stabilise autour de 28 % pendant les données 19000 et 2000. En 2018, lorsque qu'AMLO a été élu président et la politique de récupération des salaires a débuté, les revenus des travailleurs ne représentaient 26,7 % du PIB. Le think tank México ¿Cómo Vamos? a par ailleurs publié un rapport indiquant que la proportion de travailleurs pauvres, c'est-à-dire dont les revenus sont inférieurs au coût du panier alimentaire de base, avait atteint son minimum historique, à 33,9 %.

Sectoriel

Le gouvernement mexicain cherche à négocier avec les Etats-Unis, suite à l'augmentation des droits de douane sur l'acier et l'aluminium de 25 à 50 %, qui est entrée en vigueur le 4 juin. D. Trump a en effet signé quelques jours plus tôt un *executive order* doublant les droits de douane de 25 % sur les importations d'acier et d'aluminium, qui étaient entrés en vigueur le 12 mars 2025. Le ministre mexicain de l'Economie, Marcelo Ebrard, a jugé cette décision « *injuste, insoutenable et nuisible* ». Selon lui, cette hausse nuira à des secteurs clés des deux côtés de la frontière, comme l'automobile, la construction, l'électronique et la

métallurgie. M. Ebrard a questionné la logique de cette mesure, rappelant que les Etats-Unis ont un excédent commercial sur ces matériaux avec le Mexique. Il présentera ces arguments ce vendredi 6 juin 2025, afin de tenter d'obtenir une exception pour le Mexique. Le jour de l'entrée en vigueur de cette nouvelle hausse de tarifs, la Présidente Claudia Sheinbaum a rencontré des entrepreneurs du secteur métallurgique au Palais National pour évaluer l'impact économique et discuter des mesures à venir. La Présidente mexicaine a promis des mesures concrètes si aucun accord n'était trouvé, considérant elle aussi cette décision injuste et infondée légalement. Cette hausse des tarifs sur l'acier et l'aluminium risque de (i) dégrader la compétitivité du Mexique, qui en 2024 a exporté 3,2 M de tonnes d'acier et 81 500 tonnes d'aluminium vers les Etats-Unis, (ii) d'alourdir les coûts de production, et (iii) de perturber les chaînes d'approvisionnement et entraîner des hausses de prix aux Etats-Unis.

Le Guide Michelin a célébré cette semaine sa seconde édition au Mexique. Lors de la cérémonie organisée au Foro Codere à Mexico, 33 étoiles ont été attribuées à des restaurants répartis dans plusieurs Etats du pays : la Ville de Mexico, Oaxaca, le Quintana Roo, le Nuevo León, la Basse-Californie et la Basse-Californie du Sud. Cinq nouveaux restaurants ont obtenu une étoile et tous les restaurants primés en 2024 ont conservé leur étoile. De leur côté, le Pujol et le Quintonil ont conservé leurs deux étoiles Michelin, consolidant leur statut de références nationales. Deux nouveaux restaurants ont obtenu une étoile verte, récompensant leurs pratiques écoresponsables. En outre, un total de 12 restaurants ont été reconnus pour leur excellent rapport qualité-prix et se sont vus décerner un Bib gourmand. Finalement, cinq prix individuels ont honoré des talents : celui du jeune chef, du chef mentor, du service exceptionnel, de la meilleure sommelière et du meilleur cocktail. Durant la cérémonie, il fut également rappelé qu'il existe 108 restaurants, non étoilés, recommandés par Michelin, soit 20 de plus que l'année dernière. Cette seconde édition du Guide Michelin au Mexique confirme la montée en puissance de la scène culinaire mexicaine au niveau mondial.

Finances publiques

Au cours des quatre premiers mois de l'année, les dépenses publiques auraient diminué de 3,7 % g.a. tandis que les recettes auraient augmenté de 6,5 % g.a., d'après le ministère des Finances. Le taux d'exécution des dépenses publiques ne s'élèverait qu'à 93,3 %, reflétant une sous-utilisation des dépenses par rapport à ce qui avait été programmé pour la période. Au cours des quatre premiers mois de l'année, les recettes budgétaires auraient quant à elles augmenté de 6,5 %, principalement grâce aux recettes fiscales (+10 % g.a.), mais seraient restées légèrement inférieures aux prévisions. Le retard enregistré par les recettes serait dû à la faiblesse des recettes pétrolières qui ont chuté de 12,3 % g.a. et ont été nettement inférieures au montant prévu. Selon le ministère des Finances, cette mauvaise performance serait due à la modération de la production, que l'on attendait à 1,87 million de barils par jour, mais qui s'est élevée à 1,69 million de barils par jour. En revanche, l'amélioration de l'efficacité de la collecte a dynamisé les revenus fiscaux, qui ont enregistré leur plus forte augmentation pour les quatre premiers mois de l'année depuis 2015. Le déficit enregistré entre janvier et avril

aurait ainsi chuté de 63 % g.a., atteignant un montant inférieur aux prévisions du ministère des Finances. Pour rappel, le gouvernement de Claudia Sheinbaum s'est engagé dans un processus de consolidation fiscale en 2025, après un déficit record de 5,7 % du PIB enregistré l'année dernière. De nombreuses critiques ont toutefois émergé, soulignant que l'objectif de ramener le déficit cible entre 3,9 et 4,0 % du PIB pour cette année, avait conduit à d'importantes coupes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

Les dépenses d'investissement dans les infrastructures auraient chuté de 19 % g.a. au cours des quatre premiers mois de l'année, et de 32 % en particulier au mois d'avril. Le ministère des Finances a souligné que la baisse importante enregistrée en variation annuelle s'expliquait en partie par l'effet de comparaison, étant donné qu'en 2024, des ressources importantes ont été allouées pour terminer les projets d'infrastructure emblématiques du sexennat précédant. Selon le Centro de Estudios de las Finanzas Públicas (CEFP) de la Chambre des députés, l'évolution des dépenses d'investissement au cours des premiers mois de la nouvelle administration serait cohérente avec les cycles naturels de l'investissement public, car les ressources de ce poste ont été allouées à des études de pré-investissement, qui visent à valider la viabilité des projets et qui requièrent un budget moins important. Selon le rapport du ministère des Finances, l'investissement public dans le secteur de l'énergie ; l'investissement dans les infrastructures éducatives et l'investissement pour l'approvisionnement de l'eau potable et l'assainissement auraient chuté de 27 % g.a. ; 45 % g.a. et 98 % g.a. respectivement au cours du mois d'avril. En revanche, les dépenses d'infrastructure dans les communications et les transports, auraient enregistré une augmentation de 140 % g.a., ce qui en fait le poste de dépenses d'investissement le plus élevé. L'investissement dans la santé aurait également augmenté de 19 % g.a.. Les principaux projets d'infrastructure portés par l'administration actuelle se concentrent sur les infrastructures ferroviaires, en particulier le train de passagers de l'aéroport international Felipe Ángeles (AIFA) à Pachuca et le chemin de fer de l'isthme de Tehuantepec. Le CEFP signale cependant que si à la fin du premier trimestre les dépenses pour ces projets se seraient élevées à 145 M USD, leur avancement physique serait au point mort.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	05/06/2025
Bourse (IPC)	-2,13%	7,48%	57 484,52 points
Change MXN/USD	-0,78%	9,46%	19,17
Change MXN/EUR	-0,14%	15,25%	21,94
Prix du baril mexicain	1,00%	-14,18%	58,57

Amérique centrale

Costa Rica

Dans son dernier rapport « Perspectives économiques », publié le 3 juin 2025, l'OCDE prévoit un ralentissement de la croissance du PIB à 3,1 % en 2025 et 2026 (contre 4,3 % en 2024) et met en garde contre plusieurs vulnérabilités macroéconomiques du Costa Rica. L'organisation justifie cette prévision principalement par une baisse des exportations qui devraient être affectées par les droits de douane de 10 % imposés par les États-Unis, principal partenaire commercial du pays. L'organisation avertit que la hausse de la violence et de la criminalité pourrait freiner le tourisme et les investissements, avec une baisse des investissements privés prévue en 2025. Sur le plan budgétaire, bien que des améliorations aient été notées, l'OCDE insiste sur la nécessité d'une application stricte de la règle budgétaire pour contenir les dépenses publiques et élargir l'assiette fiscale. Concernant l'inflation, l'OCDE prévoit une augmentation progressive vers l'objectif de 3 % fixé par la Banque centrale du Costa Rica, atteignant 1,8 % en 2025 et 2,5 % en 2026. L'organisation recommande de diversifier les marchés d'exportation, de lever les restrictions à la participation du secteur privé dans la production et la distribution d'électricité, et de réorienter la formation technique et professionnelle vers des compétences très demandées, notamment dans les domaines numériques et techniques.

Entre janvier et avril 2025, le gouvernement du Costa Rica aurait versé 1,59 Md USD en intérêts sur la dette publique (contre 1,68 Md USD à la même période en 2024), soit 1,6 % du PIB. Selon le ministère des Finances, 81,2% de cette réduction découlerait de la diminution des paiements d'intérêts sur la dette intérieure, notamment grâce à des opérations de conversion et à l'effet du différentiel de change. Les 18,8 % restants proviendraient de la baisse des paiements liés à la dette extérieure, du fait des taux d'intérêt plus bas et de l'amortissement de certains prêts. Toutefois, malgré cette réduction, les intérêts de la dette restent l'un des principaux moteurs du déficit budgétaire.

El Salvador

L'agence de notation Moody's maintient la notation souveraine du Salvador à B3 avec une perspective « stable ». Bien que, selon l'agence, le pays ait une force économique modérée et que les perspectives de croissance soient meilleures, il continue d'avoir une faible capacité de remboursement de la dette, ce qui limite la solidité fiscale. Pour Moody's, l'accord avec le Fonds monétaire international (FMI) permettra cependant d'obtenir des financements à de meilleurs taux, ainsi que des financements d'autres organismes multilatéraux qui contribueraient à réduire la dette tant que les objectifs budgétaires sont atteints.

L'augmentation de 12 % du salaire minimum salvadorien est entrée en vigueur. La nouvelle grille salariale fixe le salaire minimum mensuel des employés à 408,80 USD dans le secteur industriel, à 408,80 USD dans le secteur du commerce et des services et à 402,32 USD dans le secteur du textile et de l'habillement dans les *maquiladoras*. Les travailleurs du secteur agricole auront un salaire minimum de 305,23 USD pour la récolte de la canne à sucre, de 305,23 USD pour la transformation du café, de 272,53 USD pour la récolte du café et de 272,53 USD pour l'agriculture, la pêche et les autres activités agricoles. Le ministre du Travail, Rolando Castro, après avoir rappelé que la nouvelle grille salariale est applicable dès à présent, a annoncé un large déploiement d'inspecteurs de ce portefeuille d'État pour en vérifier *in situ* l'application du nouveau salaire minimum.

Guatemala

Le président Bernardo Arévalo a annoncé que les appels d'offres pour la construction du métro Riel et la réhabilitation du réseau ferroviaire pourraient se tenir début 2026. Lors d'une conférence de presse à l'issue des conclusions de la commission d'experts du Corps des ingénieurs de l'armée américaine sur les infrastructures portuaires et ferroviaires guatémaltèques, le président a souligné l'importance de reconstruire la plate-forme stratégique de communication et de transport du pays. Le gouvernement souhaite ainsi monter un système de mobilité qui intègre des solutions ferroviaires, des solutions de métro, et des solutions provenant de la ligne prévue par la municipalité de Guatemala pour le téléphérique, avec des bus de rabattement. Concernant le réseau ferroviaire, il serait desservi par train de marchandises central qui ira de Puerto Quetzal aux ports de la mer des Caraïbes. Ce réseau ferroviaire pourrait être relié au Mexique via

Tecún Umán à San Marcos, à la ville d'Hidalgo dans le pays voisin, où il se connectera au réseau sur lequel travaille le gouvernement mexicain

Honduras

Le Honduras approuve un appel d'offres de 1500 MW qui donnera la priorité aux énergies renouvelables et au stockage. Il s'agit du LPI 1000-010-2021, qui sera le premier appel d'offres à long terme lancé sous l'administration de la présidente Xiomara Castro et le plus important de son histoire. La Commission de régulation de l'électricité (CREE) a approuvé les conditions de l'appel d'offres tant attendu pour l'achat d'électricité et d'énergie proposé par la Compagnie nationale d'électricité (ENEE). L'appel d'offre international comportera une forte composante d'énergie renouvelable, à 65 %, et favorisera également le stockage de l'énergie dérivée de sources renouvelables. Une différence majeure dans les termes de référence par rapport aux appels d'offres précédents est sa méthodologie, sous la forme d'une enchère inversée par tours successifs. Cela permettra aux soumissionnaires d'améliorer leurs offres en plusieurs tours et les prix les plus bas du marché seront attribués, sur le modèle des PEG au Guatemala.

Le Honduras et la Chine scellent une alliance historique via un investissement de 100 M USD dans leur coopération économique et technique. L'accord prévoit une subvention chinoise non remboursable de 700 millions de yuans (environ 100 M USD), qui sera affectée à des projets existants dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé, les infrastructures, la culture et la technologie. Ce protocole fait partie de l'initiative mondiale de développement menée par la Chine et établit l'engagement des deux pays à renforcer les capacités techniques et humaines grâce à 346 places de séminaire et 12 programmes de coopération bilatérale dans des domaines tels que l'administration publique, les télécommunications, l'énergie et la culture.

Nicaragua

Le gouvernement nicaraguayen a signé deux prêts d'un montant total de 214,9 M USD avec des entreprises chinoises pour un projet de connectivité numérique et un autre pour l'infrastructure portuaire. La première tranche de 85,7 M USD avec l'entreprise chinoise Zhengzhou Coa ! Mining Machinery Group Co. Ltd (ZMJ), sera utilisé pour la fourniture de produits et de services pour le projet « Connectivité numérique du Nicaragua », dont l'agence d'exécution sera l'entreprise d'État Empresa Nacional de Transmisión Eléctrica (Enatrel). Les 129,2 M USD signés avec China Iconic Technology Company Limited, seront utilisés pour les études et la conception technique de base du plan directeur et pour la construction de la première phase de 32 hectares, ainsi que pour l'agrandissement et la modernisation du centre logistique « Julia Herrera de Pomares ». L'agence d'exécution de cette infrastructure portuaire sera l'entreprise publique Empresa Portuaria Nacional. Pour rappel, au cours de l'année 2024, la Chine aurait prêté au Nicaragua 919,72 M USD pour différents projets, selon les chiffres officiels.

Panama

Entre 2020 et 2025, le Panama aurait connu le plus d'interruptions scolaires au monde, avec environ 550 jours d'enseignement en présentiel perdus dans le secteur public. Près de 800 000 jeunes auraient été affectés, ce qui pourrait avoir un impact direct sur le taux de chômage. Les causes de cette crise sont multiples : (i) la pandémie de COVID-19 ; (ii) des grèves prolongées, notamment celle entamée en avril 2025 contre la réforme des retraites ; (iii) l'instabilité sociale et économique. Par ailleurs, une corrélation significative aurait été établie entre la perte de jours de classe et l'augmentation du travail informel chez les jeunes : selon une étude menée par la Fudespa et le collectif Jeunes Unis pour l'Education, 60 % des emplois disponibles pour cette tranche d'âge seraient informels. De plus, les jeunes femmes seraient particulièrement touchées, avec un taux de chômage de 23,4 % contre 13,7 % pour les hommes. Ces perturbations risquent ainsi d'aggraver les inégalités sociales et avoir un impact négatif durable sur le développement économique du pays.

Avec l'inauguration du projet Santiago Solar, un complexe de sept centrales photovoltaïques d'une capacité installée de 86,33 MW, pour un investissement de 70 M USD, le Panama consoliderait sa position de leader régional dans le domaine des énergies renouvelables. Porté par le groupe Naiad Renovables, le projet pourrait contribuer à diversifier la matrice énergétique du pays tout en réduisant sa dépendance aux énergies fossiles. Il s'inscrit dans la stratégie nationale visant à atteindre 70 % d'énergies renouvelables d'ici 2050. Selon le Secrétariat national à l'Énergie, en 2024, plus de 60 % de l'électricité produite au Panama provenait de sources hydroélectriques, et 17 % de l'énergie solaire et éolienne. Santiago Solar prévoit également des initiatives de compensation environnementale, comme la reforestation, avec la participation des communautés locales.

Caraïbes

Bahamas

Le Premier ministre et ministre des Finances des Bahamas, Philip Davis, a présenté au Parlement le budget 2025-2026, prévoyant un excédent budgétaire de 75 M USD. Le budget du gouvernement prévoit des recettes totales de 3,89 Mds USD (23,6 % du PIB) et des dépenses totales de 3,82 Mds USD (23,1 % du PIB). Le ratio dette/PIB serait projeté à 68,9 % à la fin de l'exercice 2025-2026. Le budget annoncé privilégie d'importants investissements dans les infrastructures insulaires, avec environ 250 M USD destinés notamment à des projets de réhabilitation et de modernisation des routes. Dans le secteur agricole, le gouvernement prévoirait une augmentation de 200 % du soutien aux agriculteurs et une hausse du budget agricole de 25 à 35 M USD. Concernant le coût de la vie, une réduction de la TVA à 5 % sur des produits essentiels, tels que les couches pour bébés, les produits d'hygiène, les médicaments et les fournitures médicales, devrait entrer en vigueur

le 1er septembre 2025. Des exonérations de TVA seraient également prévues pour les matériaux de construction destinés aux institutions religieuses.

Barbade

Selon les données du Service de statistiques de la Barbade (BSS), le pays aurait enregistré un déficit commercial de 1,2 Md USD entre janvier et avril 2025. En effet, les importations auraient atteint 1,55 Md USD sur la période (dont 20 % de pétrole et produits pétroliers, 9 % de machines et pièces industrielles, 9 % de véhicules et 4 % de fruits et légumes), contre des exportations de 315,2 M USD (dont 21 % de boissons et 9 % de céréales). Cette situation souligne une dépendance accrue aux produits importés et une performance insuffisante des exportations nationales.

Cuba

Les tarifs internet et téléphonique ont enregistré une hausse sans précédent. Le monopole d'Etat, ETECSA, le seul opérateur téléphonique à Cuba, vient d'annoncer de nouveaux tarifs, entrés en vigueur à partir du 30 mai. Désormais, l'accès mensuel à internet a été plafonné 6 Go mensuels par carte sim pour un prix de 360 pesos cubains, soit 15 USD au taux officiel (0,95 USD au taux du marché informel). Si un consommateur souhaite recharger au-delà de ce prix de base, les tarifs s'envolent pour atteindre des prix qui vont de 3 360 à 11 760 pesos cubains (soit respectivement 9 USD et 31 USD) pour des forfaits entre 3 et 15 Go. Ces évolutions représentent une augmentation de plus de 500 % pour un service de mauvaise qualité. En effet, la connexion haut débit de l'île serait la deuxième plus mauvaise du monde. Par ailleurs, des forfaits disponibles exclusivement par paiement en devises, via des cartes internationales ont également été annoncés pour pouvoir réaliser des recharges de données supplémentaires. Avec ces nouvelles mesures, le gouvernement cherche à renforcer la capacité d'ETECSA à générer des revenus en devises, dans une tentative d'atténuer la crise de liquidités qui frappe le pays depuis plusieurs années. La mesure a été très mal accueillie et a rencontré une vive opposition de la part de la population, obligeant le gouvernement à réexaminer certains aspects au bout de quelques jours. En conséquence, des modifications ont été annoncées, telles que des forfaits supplémentaires et moins onéreux pour les étudiants universitaires, l'accès gratuit aux sites Web éducatifs et un plan de données à un prix intermédiaire, qui devrait être inférieur à 3 360 CUP.

Jamaïque

Selon le Planning Institute of Jamaica (PIOJ), la production agricole traditionnelle aurait chuté de 23,5 % au T1 2025, un recul marqué qui pèserait fortement sur la performance économique du pays. Cette contraction s'expliquerait principalement par les dégâts causés par l'ouragan Beryl, qui a frappé l'île fin 2024, causant près de 30 M USD de pertes dans le secteur agricole. Parmi les cultures les plus affectées figurent les bananes, avec une baisse de production estimée à 25 %, et la canne à sucre, en recul de 6,8 %. Ces produits, historiquement moteurs des exportations jamaïcaines, verraient aujourd'hui leur rentabilité menacée, affectant

directement les recettes en devises et les revenus des agriculteurs. Confrontés à la hausse des coûts de production, de nombreux producteurs réclament une revalorisation des prix d'achat pour maintenir leurs activités. Toutefois, il convient de noter que les exportations de cultures non traditionnelles, comme les céréales (+21,7 %), l'igname (+7,9 %), les légumineuses (+7,7 %), les légumes (+7,3 %) ou encore les autres tubercules (+6,4 %), auraient connu une hausse de production. Pour le PIOJ, ce virage symbolise la volonté des acteurs économiques de diversifier l'économie jamaïcaine et de renforcer la résilience du secteur agricole face aux aléas climatiques.

République Dominicaine

La direction générale des douanes (DGA) a enregistré entre janvier et mai 2025 un record historique de recettes, atteignant 105 009 M DOP (1,7 M USD), en hausse de 9,95 % g.a.. Ce résultat reflète le dynamisme du commerce extérieur, illustré par une hausse de 7,8 % g.a. du nombre de conteneurs importés destinés au régime national (hors zones franches), soit 128 983 unités sur cinq mois. Cette croissance est notamment soutenue par des réformes engagées pour moderniser la gestion douanière et renforcer la transparence.

Selon le rapport trimestriel de la Surintendance des banques portant sur la performance du système financier, les taux d'intérêt ont enregistré une légère baisse. Le taux actif, soit le taux d'intérêt que la banque fait payer à ses clients, s'est établi à 14,77 % et le taux passif, soit le taux d'intérêt que la banque verse à ses clients, à 8,91 % enregistrant des diminutions respectives de 0,16 pp et 0,14 pp sur un an. Par ailleurs, le taux interbancaire s'est fixé à 10,67 %, quasi stable sur un an. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de stabilité monétaire (taux directeur fixé à 5,75 %) et d'inflation maîtrisée, à 3,6 % en mars, un taux compris dans la fourchette cible de la Banque centrale (4,0 % \pm 1,0 %). Bien que, le système financier dominicain demeure solide, avec une croissance des actifs de +10,5 % g.a., des signes de ralentissement dans l'octroi de crédit pour les entreprises sont observés. Le crédit aux entreprises locales a diminué de -1,4 % au T1 2025 alors qu'il avait fortement augmenté à la même période en 2024 (+21,5 %). En parallèle, la morosité a observé une légère hausse de +0,45 %, l'orientant à 1,75 %, portée notamment par les crédits à la consommation et les cartes de crédits. De même, le volume des crédits dits « stressés » a atteint 7,34 %, pouvant signaler une certaine détérioration progressive de la qualité des portefeuilles du crédit. Pour autant, au T1 2025, 185 966 nouveaux prêts aux particuliers ont été enregistré, ce qui représente 36,6 % de la population de plus de 18 ans. Si la politique monétaire dominicaine reste orientée vers le soutien de l'activité, le risque crédit invite à une lecture plus prudente.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

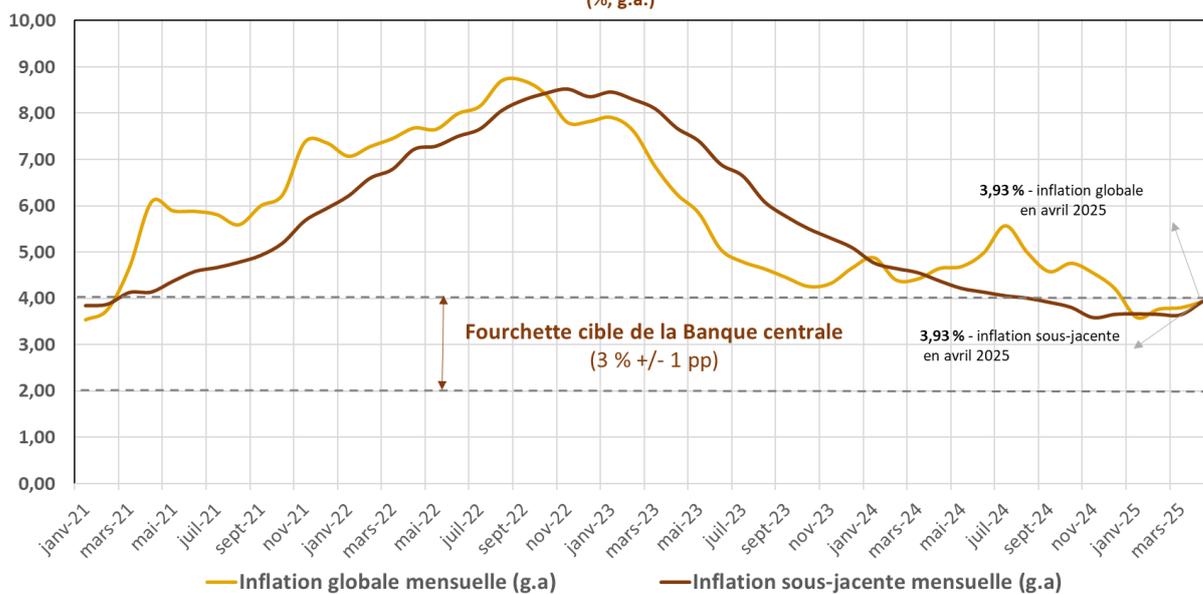
Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

- Annexe Graphique Mexique -

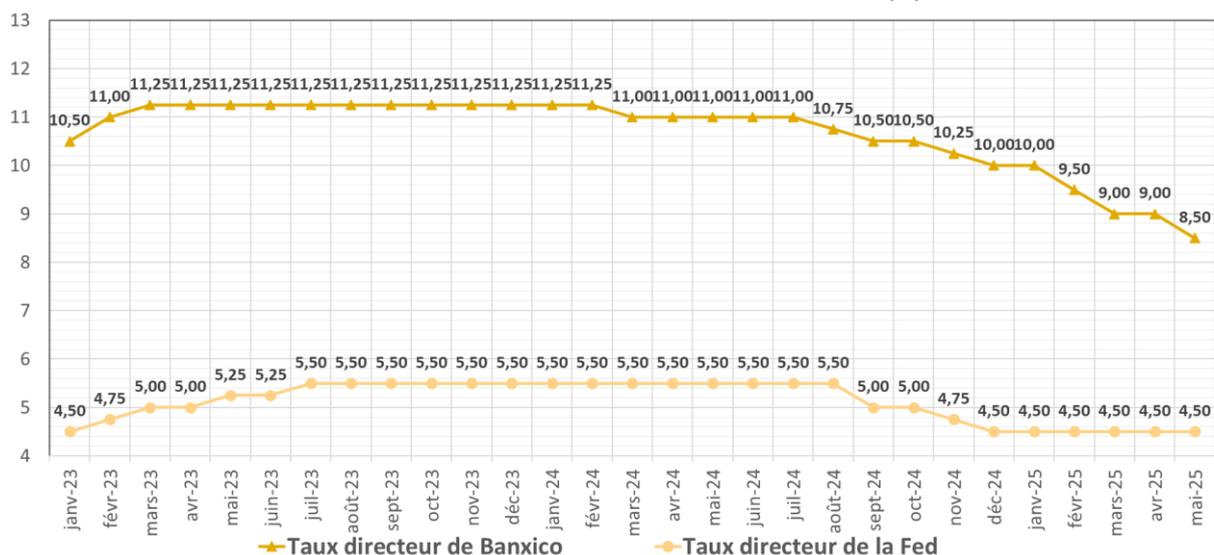
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)**

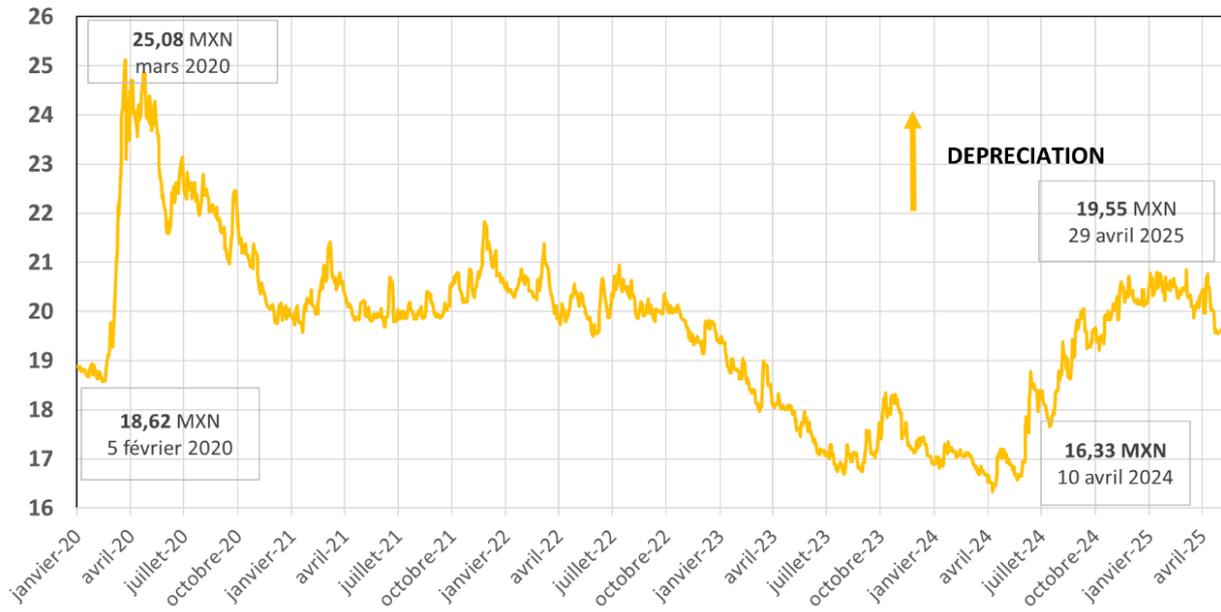


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

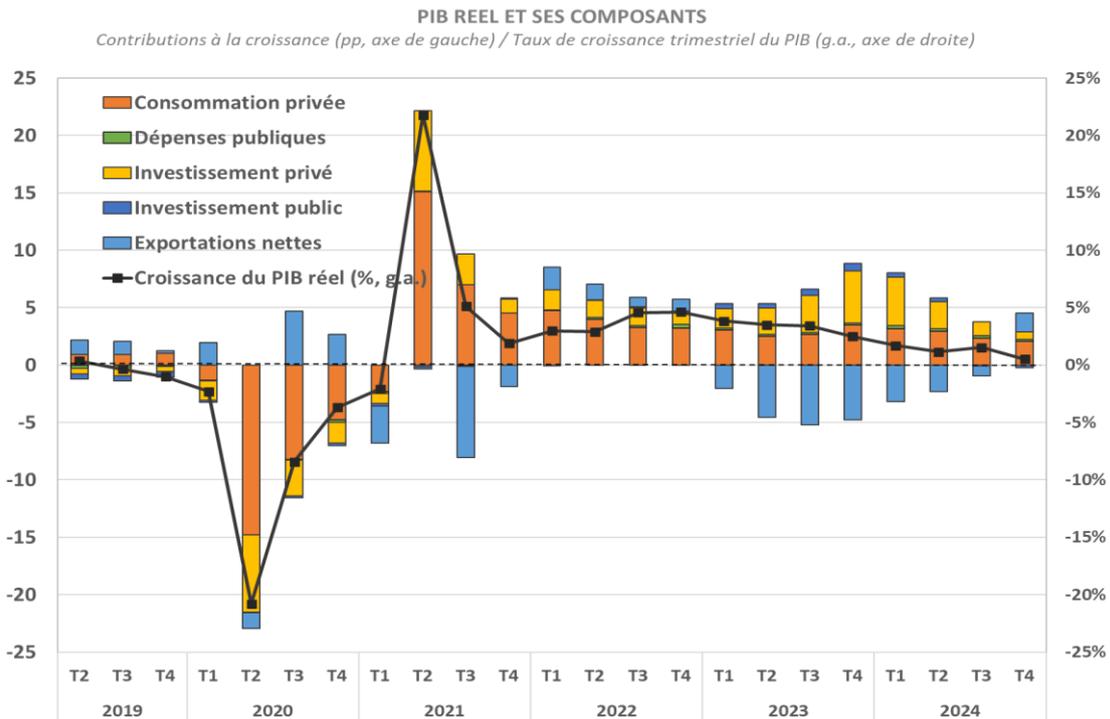
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

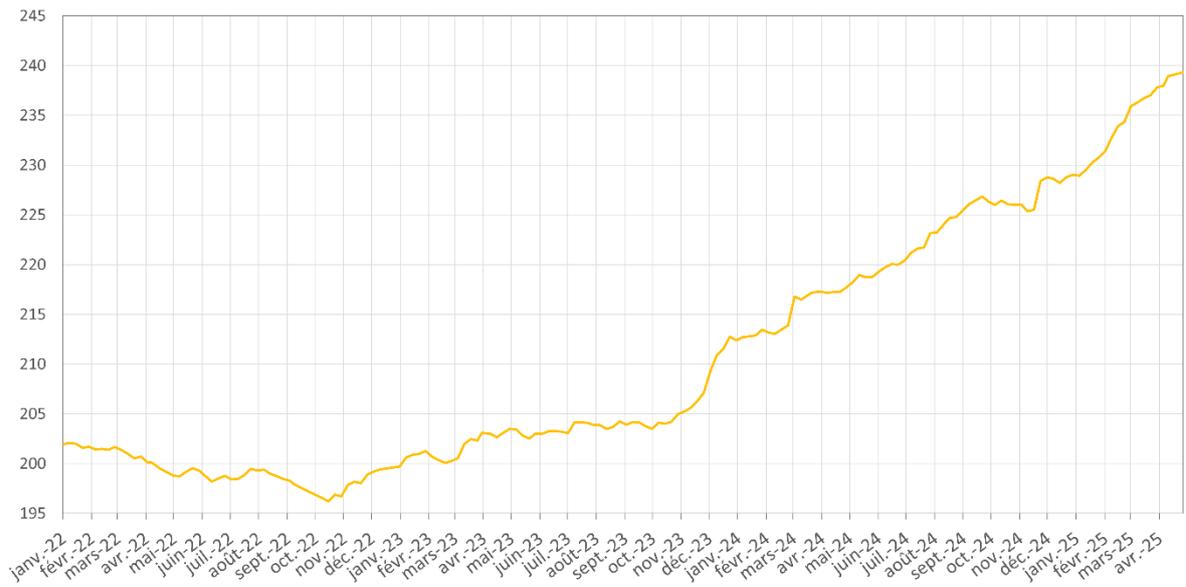


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr